



Nouvelles d'Espagne et du Portugal

Agriculture et pêche



N°15 – Décembre 2019

Faits marquants :

- La COP25 à Madrid s'est terminée le 15 décembre, sans avancées significatives.
- En marge de la COP, la France et l'Espagne ont réaffirmé leur position commune sur l'ambition environnementale et le budget de la future PAC.
- Les prix de l'huile d'olive sur la péninsule se maintiennent à des niveaux très bas, malgré le stockage privé déclenché fin novembre en Espagne, dont les premiers résultats sont très décevants.
- Malgré les assouplissements des programmes de promotion du vin et de l'huile d'olive annoncés par la Commission, l'Espagne demeure très préoccupée par les conséquences des sanctions douanières américaines dans le cadre du contentieux Airbus. Avec la France et le soutien du Portugal, elle demande des mesures exceptionnelles pour aider les exportateurs.
- Satisfaction espagnole et portugaise concernant les quotas de pêche 2020.

Sécheresse, climat

Sécheresse persistante en Algarve. La région d'Algarve orientale se trouvait fin novembre en état de « sécheresse extrême » pour le 7^{ème} mois consécutif, et le reste de la région, en « sécheresse aggravée ». La situation est également préoccupante dans l'intérieur du Bas-Alentejo. Le Ministre de l'environnement portugais, João Matos Fernandes, a annoncé la suspension des nouveaux forages d'eau dans la région d'Algarve et d'Alentejo, réitérant l'importance de modifier les modes de consommation d'eau à la fois dans la vie privée et au niveau des entreprises.

COP25 à Madrid : pas d'avancée significative. La 25^{ème} Conférence climat de l'ONU s'est tenue sous présidence chilienne, à Madrid, du 2 au 13 décembre. L'Espagne a gagné son pari logistique que constituait l'accueil de plus de 25 000 personnes provenant de 194 pays. Mais la conférence a adopté un accord a minima, sans s'entendre sur des points essentiels en raison des réticences de certains Etats. Elle a notamment échoué à trouver un accord sur les règles des marchés carbone internationaux, dernier volet du manuel d'utilisation de l'Accord de Paris de 2015. Le texte final appelle à des « actions urgentes » pour réduire l'écart entre les engagements et les objectifs de l'accord de Paris de limiter le réchauffement à +2°C, voire +1,5°C. Sans surprise, quasiment aucun des grands pays émetteurs n'a fait d'annonce significative pour réhausser ses ambitions, ni donné de signe clair d'une telle intention pour 2020.

Politiques agricoles, actualités PAC

Rencontre des ministres Didier Guillaume et Luis Planas à Madrid (11 décembre). A l'occasion de la Journée consacrée à l'Initiative « 4 pour 1 000 », en marge de la COP25 à Madrid, les ministres de l'agriculture, Luis Planas et Didier Guillaume, ont tenu une réunion de travail sur les grands dossiers d'actualité européenne le 11 décembre. Les deux pays ont réaffirmé leur position commune sur la PAC : l'ambition budgétaire doit aller de pair avec l'ambition environnementale.



RUP : l'Espagne, le Portugal et la France défendent les intérêts de leurs territoires ultramarins dans les négociations sur le budget de l'UE. Les Secrétaires d'Etat en charge des affaires européennes des trois États membres de l'UE disposant de Régions ultrapériphériques (RUP) ont signé, le 19 novembre, une déclaration rappelant, dans le cadre des négociations sur le budget de l'UE, l'importance et les spécificités de ces territoires. La déclaration insiste sur le maintien du budget alloué à ces RUP à travers les différents outils (notamment le POSEI) et le renforcement de l'approche régionale (dans les futurs Plans stratégiques nationaux comme dans les Programmes de développement rural), pour favoriser l'évolution de leurs modèles agricoles très spécifiques.

Projet de modernisation hydro-agricole de Sabariz-Cabanelas (nord du Portugal, Braga). La candidature du projet de Sabariz-Cabanelas (nord du Portugal, Braga) au Programme de Développement Rural 2020 (PDR2020), qui prévoit le renouvellement des voies d'irrigation de Cabanelas et la construction d'une station de pompage, s'élève à plus de 8 M€. La ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a considéré que ce projet constituait une nouvelle étape dans le renforcement d'une agriculture encore plus durable dans le pays. Au Portugal, l'investissement total visant au développement d'une irrigation efficace s'élève à 560 M€, d'ici à 2023.

Budget 2020 : le Portugal versera l'intégralité des aides agroenvironnementales. Le ministère de l'Agriculture recevra 1 175,3 M€ en 2020, ce qui représenterait, selon le gouvernement, une augmentation de 26,9 % par rapport à l'exécution de 2019. Après l'annonce d'une restriction du versement des aides agroenvironnementales à une seule aide par bénéficiaire, qui a entraîné des protestations de plusieurs associations d'agriculteurs, la ministre de l'Agriculture a finalement annoncé que l'intégralité des aides agroenvironnementales prévue par le budget d'État portugais serait versée jusqu'à l'entrée en vigueur de la prochaine période de programmation.

Commerce extérieur – États-Unis

Sanctions douanières américaines : la France et l'Espagne, soutenues par le Portugal, demandent des mesures exceptionnelles. Dans une note présentée le 16 décembre à l'occasion de la réunion des ministres de l'Agriculture de l'UE à Bruxelles, la France et l'Espagne ont appelé la Commission européenne à fournir des fonds supplémentaires et à activer tous les instruments de l'OCM unique pour l'ensemble des secteurs frappés par les États-Unis de droits de douane additionnels de 25 % dans le cadre du différend concernant Airbus. Jugeant les mesures déjà en place insuffisantes, elles ont demandé en particulier une augmentation du montant de l'aide au stockage privé pour le secteur de l'huile d'olive et un soutien exceptionnel via un fonds de compensation pour les secteurs viticole, des olives de table et les petites industries fromagères sous indication géographique. Le Portugal (avec l'Italie et la Grèce) a soutenu ces propositions, insistant sur le déclenchement rapide d'instruments de marché appropriés.

Les exportations agroalimentaires espagnoles vers les USA ont dépassé 2 Md€ en 2018, en hausse de 2 % par rapport à 2017. Cette croissance a été tirée par les secteurs qui sont frappés depuis un mois par les taxes douanières additionnelles, notamment l'huile d'olive et les vins. Les importations espagnoles de produits agroalimentaires américains ont atteint 1,9 Md€, constituées principalement de fruits secs, de soja et de maïs.

Forêts

La politique DFCI portugaise se durcit. Selon le projet de Budget pour 2020, les amendes relatives au non-respect des règles du système national de défense des forêts contre les incendies (DFCI) seront augmentées et pourront atteindre 120 000 € s'agissant de personnes morales, par exemple en cas de défaut d'exécution des plans municipaux de protection de la forêt contre les incendies. Concernant les particuliers, le montant des amendes, actuellement compris entre 140 et 5 000 €, doublera en 2020.

Une nouvelle maladie attaque les châtaigniers au Portugal. Selon un chercheur de l'Université de Trás-os-Montes et de l'Alto Douro (UTAD), les châtaigniers font face à une nouvelle maladie cette année au Portugal, qui cause la pourriture des châtaignes. Le foyer de « pourriture brune » a été particulièrement intense dans la région du Minho, mais cette maladie, causée par le champignon *Gnomoniopsis castanea*, est répandue dans tout le pays.



Filières agricoles et agroalimentaires

Revenu agricole

Les revenus générés par les activités agricoles au Portugal devraient augmenter de 5,8 % en 2019, tirés par les prix. Selon l'Institut National de Statistique (INE), les revenus générés par les activités agricoles au Portugal devraient augmenter de 5,8 % en 2019 après une croissance de seulement 0,1 % l'an dernier. La production de céréales devrait diminuer de 3,9 %, car, à l'exception du maïs (augmentation de 0,2 %), toutes les autres céréales enregistrent une production en baisse, en raison de la pénurie de précipitations associée aux températures élevées au printemps. Par ailleurs, concernant la production de lait, l'INE estime que la production devrait baisser de 0,9 % en volume et que les prix devraient augmenter de 1,2 %.

Huile d'olive

Campagne difficile. Les oléiculteurs du Douro et de Trás-os-Montes (nord du Portugal) se plaignent d'une campagne difficile, en raison de la baisse du prix de l'huile d'olive et de l'augmentation inattendue du prix du transport et du traitement des résidus associés par les industries du secteur. Le marché est très tendu en Espagne également, car le premier appel d'offres de la mesure de stockage privé (autorisée par la Commission européenne suite aux sanctions douanières américaines) n'a pas permis de retirer un volume d'huile suffisant pour enrayer la dégradation des prix et stabiliser le marché.

La coopérative d'oléiculteurs de Murça (municipalité située à Vila Real, nord du Portugal) souhaiterait conclure un projet de réutilisation des résidus associés à la production de l'huile d'olive. Le projet « *Biocombus* » développé pendant plusieurs années par un chercheur de l'Université de Trás-os-Montes et Alto Douro (UTAD) en collaboration avec la coopérative de Murça pourrait être une solution pour l'actuel problème du marché concernant l'augmentation inattendue du prix du traitement des résidus associés à la production de l'huile d'olive. « *Biocombus* », développé par le chercheur João Claro, propose de résoudre simultanément deux problèmes concernant les déchets issus des filières oléicole et du liège, qui pourraient former ensemble une biomasse utilisable comme carburant pour les chaudières domestiques.

Vins

Les exportations de vin portugais ont dépassé 580 M€ entre janvier et septembre 2019. Selon l'Institut de la vigne et du vin portugais (IVV), les exportations de vin ont dépassé 580 M€ entre janvier et septembre 2019. Les exportations ont augmenté 3,6 % en valeur et le prix moyen a augmenté 3,9 % en glissement annuel. Concernant les volumes, les exportations ont été en repli de 5,2 % en glissement annuel pendant le premier semestre. La France, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Brésil et l'Allemagne constituent les cinq premiers marchés de destination des vins portugais. Le Portugal est le 9^{ème} plus grand exportateur de vin au monde.

Programme d'appui vitivinicole: l'Espagne a sous-consommé son enveloppe FEAGA 2018/19. Le montant non dépensé par la filière espagnole au 15 octobre 2019 s'est élevé à plus de 14 M€, soit environ 6 % de l'enveloppe FEAGA qui lui avait été allouée pour l'exercice 2018/19 de son PNA (224 M€).

4 750 ha de nouvelles plantations espagnoles autorisés en 2020. Cette surface – identique à celle de 2019 – correspond à 0,5 % de la superficie plantée en vigne au 31 juillet 2019, date de la fin de la campagne 2018/19, qui s'élevait à 950 077 ha. Le ministère de l'agriculture répond ainsi à la demande exprimée par l'interprofession (OIVE).

Mécanisme d'autorégulation : la réflexion espagnole continue. Les réunions de concertation entre le ministre et les organisations professionnelles viticoles se poursuivent pour définir le fonctionnement des mécanismes de régulation de l'offre dans le secteur du vin, destinés à faire face aux situations de production excédentaire. Outre le contrôle renforcé de la distillation des sous-produits, il s'agirait de réguler le volume produit au moyen d'une norme de qualité minimale appliquée aux raisins destinés aux vins sans indication géographique - VSIG (rendement maximal des parcelles, degré d'alcool, taux d'acide gluconique), et de normes de commercialisation pour stabiliser le marché. Les paramètres d'une mesure de retrait de certains types de VSIG sont également en discussion (conditions de déclenchement, quantités retirées par chaque cave, contrôles, etc.).

La consommation espagnole de vin repart en Espagne. D'après les dernières données du système national d'information vitivinicole du ministère de l'agriculture (Infovi, à partir des déclarations des caves), la consommation de vin sur le marché espagnol aurait augmenté de 7,2 % sur la période septembre 2018 - septembre 2019, pour approcher 11 Mhl.

Pêches maritimes

Accord sur les TAC et quotas de pêche pour 2020. Le ministre Luis Planas a salué l'accord conclu au Conseil des ministres de l'UE sur les totaux admissibles de captures (TAC) et quotas de pêche pour l'année 2020 dans l'Atlantique Nord et en Mer Celtique. En effet, après d'intenses négociations, l'Espagne est parvenue à améliorer les propositions initiales de la Commission européenne et à maintenir un niveau jugé adéquat de captures, pour préserver la viabilité économique et sociale de la filière pêche, tout en respectant les objectifs d'exploitation durable des ressources halieutiques. En particulier, le Conseil a adopté une baisse modérée (-5 %) pour le merlu Sud (Cantabrie, Golfe de Cadix, Portugal), stock emblématique des pêcheries côtières espagnoles.



Côté portugais, le ministre de la Mer portugais, Ricardo Serrão Santos, était globalement d'accord avec les propositions de la Commission établies sur la base des avis scientifiques du Conseil International pour l'Exploration de la Mer (CIEM), mais a plaidé pour les modifier concernant le merlu, le chinchard, la sole et le sabre. À l'issue de la négociation, le ministre s'est déclaré satisfait des résultats obtenus et a par ailleurs souligné l'importance de trouver des alternatives dans les cas où les quotas ont été réduits, par exemple concernant les captures de cabillaud. D'après le ministre, les ajustements des quotas créent des opportunités pour le secteur au Portugal, et correspondent aux attentes du secteur ; l'association portugaise des pêcheries à la senne a d'ailleurs salué l'accord. Plusieurs ONG portugaises ont en revanche fait part de leur mécontentement, considérant que les quotas décidés ne permettent pas d'assurer la préservation durable des espèces concernées.

Augmentation significative du stock de sardines juvéniles. L'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère (IPMA) relève une augmentation significative du stock de sardines juvéniles dans les eaux ibériques, passant de 534 M de poissons en 2018 à 5 452 M en 2019, soit un niveau supérieur aux prévisions antérieures. Selon l'association nationale des producteurs de la pêche portugais, les résultats de l'étude scientifique, désormais publique, révèlent que les mesures de gestion des stocks de sardine seraient efficaces pour garantir une rapide récupération de l'espèce. Sur la base de ces résultats, les organisations ibériques de pêcheurs de sardines réclament une augmentation des quotas de pêche de 9 000 tonnes en 2019 à 30 000 tonnes en 2020. A la suite à une diminution significative des quotas de pêche pendant ces dernières années et diverses interpellations formulées auprès du gouvernement portugais, le ministère de la Mer portugais a récemment déclaré que les conditions pour établir les quotas de pêche de sardines pour 2020 n'étaient pas encore réunies. Le ministère a souligné que ceux-ci seraient établis après l'évaluation scientifique réalisée par le CIEM.

Le ministère de la Mer est l'un des plus favorisés par le Budget de l'État portugais 2020. Le Ministère de la Mer recevra 134,1 M€ en 2020, soit 4,8 % de plus qu'en 2019, mais 76 % de plus que les dépenses qui seront effectivement exécutées en 2019, ce qui souligne le très faible taux d'exécution de ce budget. Le gouvernement portugais a déclaré qu'il y aurait des interventions prioritaires dans ce secteur en 2020, notamment dans le financement de projets relatifs aux accès et aux infrastructures liés aux activités maritimes.

Financement européen pour un nouveau navire océanographique espagnol. La Commission européenne a annoncé l'octroi de 68,3 M€ pour la conception et la construction d'un nouveau navire pour l'Institut océanographique espagnol (IEO) basé à Cadix. Celui-ci sera équipé des dernières technologies de navigation, de pêche, de surveillance et de collecte de données permettant d'assurer des évaluations précises des ressources halieutiques. Il aura la capacité de rester 45 jours consécutifs en mer, d'héberger 40 chercheurs et de couvrir tout le spectre des profondeurs (environ 6 000 m), avec une grande précision. La construction de ce navire devrait commencer à l'été 2020, pour une mise en service prévue fin 2023.

Entretien entre la Secrétaire générale des pêches et le nouvel Ambassadeur de Mauritanie en Espagne. La Secrétaire générale espagnole des pêches, Alicia Villauriz, a reçu, le 10 décembre, au siège du ministère de l'agriculture et de la pêche, le nouvel ambassadeur de Mauritanie en Espagne, afin d'aborder les volets relatifs à la pêche après le renouvellement d'un an, conclu en novembre dernier, de l'accord entre l'Union européenne et ce pays, qui bénéficie à près de 50 navires espagnols pêchant dans les eaux mauritaniennes.

Une capture inédite sur les côtes de la Galice. Un sous-marin chargé de 7 tonnes de cocaïne (d'une valeur de 100 M€) provenant d'Amérique du Sud a été intercepté le 24 novembre dernier au large de la Galice (près de la frontière portugaise). Il s'agit d'une saisie inédite en Europe, car les submersibles artisanaux n'étaient jusqu'ici utilisés par les cartels de la drogue que pour le transport de stupéfiants vers les Etats-Unis. Deux hommes, de nationalité équatorienne, ont été arrêtés. L'alerte qui a permis cette interception a été lancée par le MAOC-N (Centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants), basé à Lisbonne, formé par sept pays de l'UE (France, Espagne, Irlande, Pays-Bas, Italie, Portugal, Royaume-Uni).

Responsable de la publication : Shanti Bobin
Ambassade de France en Espagne - Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid
Rédigé par : Jérôme Frouté, Alvaro Espino
avec le SE de Lisbonne : Stanislas Godefroy, Edna Dos Santos Ferraz
Abonnement : jerome.froute@dgtrésor.gouv.fr
Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne
Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid
Clause de non-responsabilité :
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.